

2010



Agricultures Paysannes et Souveraineté Alimentaire

Dossier contenu



LES KITS ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

Ont contribué à la réalisation de ce kit

Maïté Cordelle Nshing, Carline Mainenti, Mathilde Mollat, Annie Tourette.

Copyright photos

Couverture : AVSF, Florian Coat

Intérieur : AVSF, Florian Coat, Philippe Rocher

Réalisation graphique

Philippe Boyrivent (philippe@boyrivent.com), Maïté Cordelle Nshing.

Remerciements

Frédéric Apollin, Claire Comaills La Rota, Isabelle Lenuz, Hervé Petit.

document produit et édité par



Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières - Association Reconnue d'Utilité Publique
18, Rue de Gerland - 69007 LYON - FRANCE - Tel. +33(0)4 78 69 79 59 - Fax +33(0)4 78 69 79 56
45 bis, Avenue de la Belle Gabrielle - 94736 NOGENT sur MARNE Cedex - Fax +33(0)1 43 94 72 17
www.avsf.org - educ@avsf.org

ce document est produit avec le soutien de



Rhône-Alpes Région



SOMMAIRE

Quizz de l'alimentation dans le monde	p 1
La sécurité alimentaire	p 2
La souveraineté alimentaire	p 3
Qui souffre de la faim aujourd'hui ?	p 4
Modes de production et idées reçues	p 5
des moyens de production inégaux	p 6
Dimensions complémentaires des agricultures paysannes	p 6
Diversité des agricultures paysannes	p 7
Importance des agricultures paysannes	p 8
Les agricultures paysannes, des contraintes fortes à lever	p 9
Les agricultures paysannes, des atouts à appuyer	p 12
Créer et maintenir des emplois en milieu rural	p 12
Lutter contre la pauvreté et les inégalités	p 14
Nourrir les populations	p 15
Gérer durablement les ressources, l'environnement et les territoires ruraux	p 20
Combattre le modèle d'exclusion	p 23
Bibliographie	p 23

QUIZZ DE L'ALIMENTATION DANS LE MONDE

(d'après la campagne Alimenterre 2007 – CFSI)

La Terre peut nourrir 12 milliards de personnes ?

VRAI, selon la FAO : nous produisons actuellement assez pour nourrir presque 2 fois la planète. Mais pour combien de temps? Avec quel système d'agriculture? Est-ce durable? Cette question montre que le problème de faim dans le monde n'est pas lié à la quantité mais la répartition de la nourriture !

Le nombre de personnes qui souffrent de la faim dans le monde a diminué de moitié en 20 ans ?

FAUX. De 1985 à 1995, le nombre de personnes qui souffraient de la faim a diminué de 873 à 780 millions, mais a ensuite augmenté pour atteindre 854 millions de personnes en 2005. Aujourd'hui, ce nombre est passé à 1 milliard 200 millions (1,2 milliards).

Proportionnellement à l'augmentation de la population, le pourcentage de personnes qui souffrent de la faim a baissé jusqu'en 2008, et est en augmentation depuis 2009 pour la première fois depuis plusieurs décennies. Voir lexique pour les définitions de la sous-alimentation, malnutrition, suralimentation.

Catastrophes naturelles et guerres sont les principales causes de la faim dans le monde ?

FAUX, mais à nuancer. Elles sont unes des causes, mais de loin pas la première cause. La majorité des personnes qui ont faim souffrent d'une faim « invisible », constante, chronique liée à leur incapacité à accéder à la nourriture. Les contextes politiques nationaux et le contexte politique international sont, selon AVSF, responsables en grande partie des problèmes de faim dans le monde. On peut dire que la faim dans le monde aujourd'hui est structurelle et pas conjoncturelle.

Les principales victimes de la faim sont des populations qui vivent dans les villes ?

FAUX. 3/4 des personnes sous-alimentées sont des paysans et des ruraux. Ce sont ceux qui produisent la nourriture qui meurent de faim! Cependant, les problèmes rencontrés en milieu rural, notamment de faim, provoquent un exode rural dans de nombreux pays. Cet exode amène donc de plus en plus de populations dans les villes, populations qui viennent accroître le nombre de personnes sous alimentées en zone urbaine.

Le nombre de personnes qui souffrent de suralimentation dépasse le nombre de celles qui souffrent de sous-alimentation dans le monde ?

VRAI jusqu'en 2008. 854 millions de personnes souffraient de la faim tandis que plus d'1 milliard étaient suralimentées. Aujourd'hui, le nombre de personnes souffrant de la faim est passé au-delà d'1 milliard et la FAO n'a pas réévalué le nombre de suralimentés.

Voir lexique pour les définitions de la sous-alimentation, malnutrition, suralimentation.

Le prix des produits agricoles a diminué de moitié en 40 ans ?

VRAI jusqu'en 2005, mais depuis, grosse remontée des prix. Cette remontée des prix est due à divers facteurs, notamment les agro carburants, et la baisse des stocks mondiaux.

Le commerce international est une solution pour éradiquer la faim et la pauvreté dans le monde ?

A DEBATTRE ! En 1995 a été créée l'Organisation mondiale du commerce, avec pour objectif de «favoriser la liberté des échanges afin que le monde soit plus prospère».

En 2001, les Etats membres de l'OMC ont en outre adopté la déclaration de Doha pour le développement qui assure que « le commerce international peut jouer un rôle majeur dans la promotion du développement économique et la réduction de la pauvreté »

Or, plus de 10 ans après la création de l'OMC, un constat s'impose : le libre-échange progresse, la faim aussi (depuis 1995 le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde est en augmentation constante). Si le commerce international peut contribuer au développement des pays du Sud, le libre-échange ne constitue donc pas une solution miracle capable d'éradiquer la faim et la pauvreté dans le monde.

L'impact des politiques libérales sur les pays du Sud

L'application des politiques libérales entraîne une dépendance des pays du Sud vis à vis des échanges extérieurs, une vulnérabilité aux fluctuations des prix mondiaux et une concurrence inégale. Augmentation de la production dans les pays riches et guerre commerciale entraînent la baisse des prix agricoles.

Exemple en Afrique : une famille paysanne produit 10 sacs de céréales par an. En 1960 elle vend 2 sacs pour acheter des outils, des médicaments, des vêtements et il en reste 8 pour se nourrir. Aujourd'hui, 4 sacs sont vendus pour faire face aux dépenses, il n'en reste plus que 6 pour nourrir la famille.

Exemple en Haïti : les exportations américaines de bas morceaux de poulets, vendus moins chers que la viande de bœuf de cochons ou de chèvres concurrencent la production locale.

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Définition du sommet mondial de l'alimentation (FAO 1996)

« La sécurité alimentaire, c'est l'accès pour tous et à tout moment à une alimentation suffisante pour une vie saine et active, en respectant les habitudes alimentaires »

4 conditions pour l'atteindre :

- » Pour tous = répartition équitable + accès à la nourriture
- » Suffisante = Assurer une offre de nourriture, ainsi que
- » A tout moment = de manière continue et régulière tout au long de l'année
- » Habitudes alimentaire = Garantir la qualité de l'alimentation en adéquation avec la culture

Cette définition fait référence à des notions importantes de quantité et qualité des aliments, mais aussi de continuité et régularité d'approvisionnement. Pour que tous aient accès à la nourriture, il faut que l'offre soit suffisante, donc répartie, mais aussi avoir les moyens (argent, infrastructures...) d'accéder à cette nourriture.

Au niveau de l'individu, la sécurité alimentaire pourra être :

- pour un urbain, travailler et gagner un salaire suffisant pour l'achat d'aliments (qu'il préférera donc à bas prix).
- pour un petit producteur (qui se trouve souvent sur un marché sur lequel il a peu de contrôle et de marge de manœuvre), la sécurité alimentaire se traduira par la production d'une grande partie de l'alimentation familiale sur l'exploitation : la vente de produits agricoles sur le marché présente en effet des risques élevés, mais sera nécessaire pour acheter des compléments de nourriture non produits sur son exploitation.

Les risques du concept de sécurité alimentaire :

Ce concept peut justifier n'importe quel moyen pour permettre à des populations d'accéder à l'alimentation. Il justifie notamment l'envoi d'aide alimentaire lors d'une crise. Bien que cette aide puisse être précieuse dans certains cas, elle ne résout pas les problèmes structurels de la faim. Elle s'adresse aux situations de crise et nous avons vu plus haut qu'elles ne sont pas les causes principales de la faim. De plus, trop souvent, cette aide alimentaire déstructure les marchés locaux (apport massif de riz des Etats-Unis distribué gratuitement par exemple, qui va faire couler les filières locales faibles). De manière générale, toute aide alimentaire doit être approvisionnée le plus localement possible (dans les pays de la sous région par exemple) afin de limiter les risques de déstructuration des marchés locaux. Et l'objectif à long terme serait bien sûr de permettre aux pays en proie à ces crises, et en proie à une faim récurrente, d'assurer leur propre sécurité alimentaire. C'est là que vient s'ajouter le concept de souveraineté alimentaire.

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Définition de la Via Campesina (en marge du sommet de la FAO de 1996)

« La souveraineté alimentaire, c'est le droit des populations, de leurs Etats ou d'une union d'états à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis-à-vis des pays tiers ». (Voir lexique pour une définition du dumping).

2 conditions supplémentaires :

- » Droit des Etats à protéger leur marché et favoriser la production locale
- » Reconnaissance du rôle social du monde agricole

La souveraineté englobe la notion de sécurité alimentaire, mais va beaucoup plus loin. Il s'agit d'une définition politique, qui implique le droit des Etats et de leurs populations de choisir non seulement ce qu'ils consomment, mais également ce qu'ils produisent, et comment ils le produisent.

» Pouvoir produire signifie avoir accès à différentes ressources (eau, terre, semences, crédit, appui technique, infrastructures...) et préserver ces ressources durablement.

» Pouvoir consommer signifie avoir un pouvoir d'achat suffisant, et donc être suffisamment rémunéré pour son travail, qu'il soit agricole ou autre.

Ainsi, au-delà des aspects « qualité, quantité et disponibilité de la nourriture », principaux critères de la sécurité alimentaire, la souveraineté alimentaire prend en compte en premier lieu la possibilité de protéger les marchés. Pour le gouvernement d'un Etat, assurer la sécurité alimentaire nationale implique notamment la définition de politiques agricoles, qui prennent en compte des mesures plus ou moins strictes sur l'ouverture des marchés, l'importation de denrées alimentaires, la promotion des exportations pour la production de richesses, ou au contraire, la protection des importations et l'appui à la production vivrière nationale, etc.

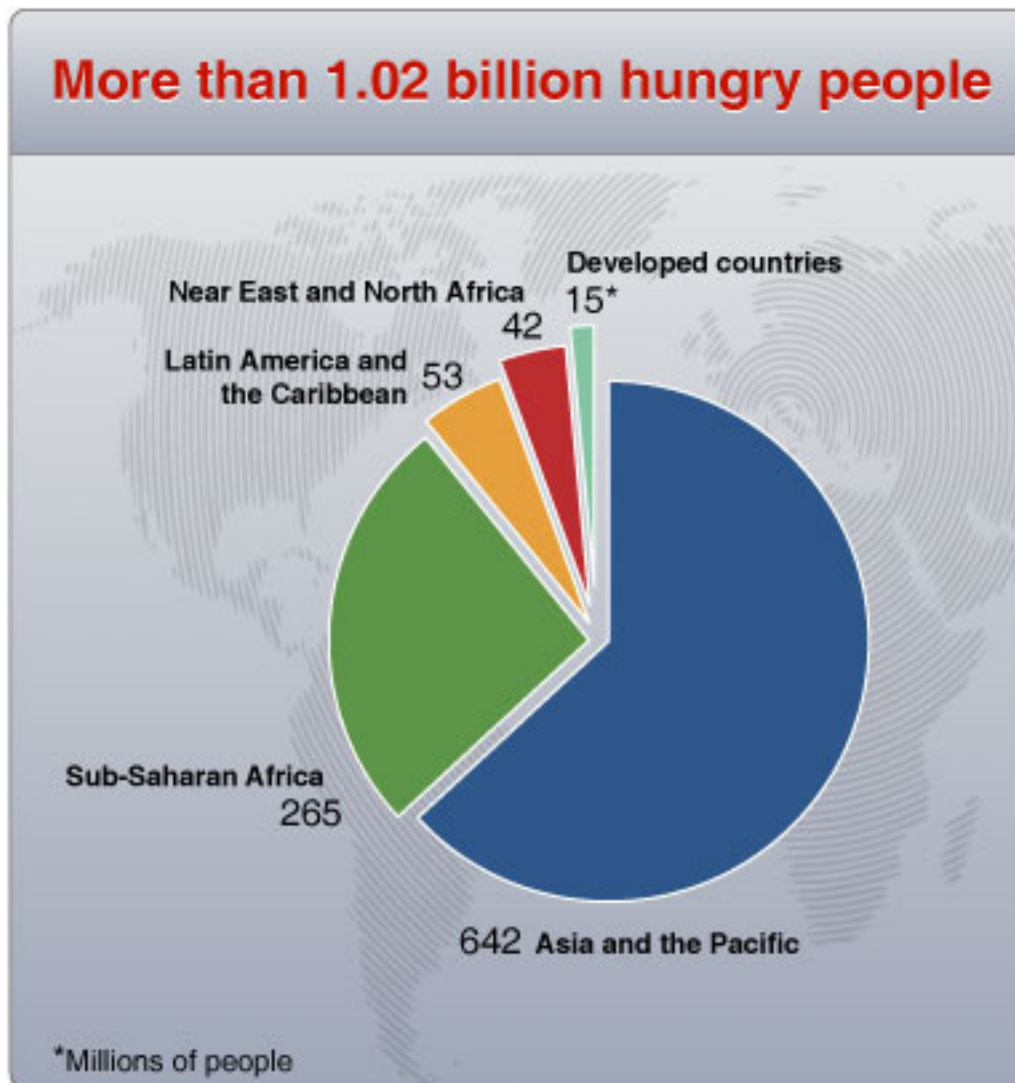
Les tenants de la souveraineté alimentaire, avec en tête Via Campesina, incluent également dans la souveraineté alimentaire des notions telles que :

- » l'importance des conditions sociales et environnementales de production des aliments.
- » la répartition équitable des moyens de production entre les paysans.
- » l'implication des populations dans le choix des productions

QUI SOUFFRE DE LA FAIM AUJOURD'HUI ?

Graphique tiré du rapport FAO :

« L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009, Crises économiques – répercussions et enseignements »



1,02 milliards de personnes souffrent de la faim dans le monde en 2009 (Chiffres FAO).

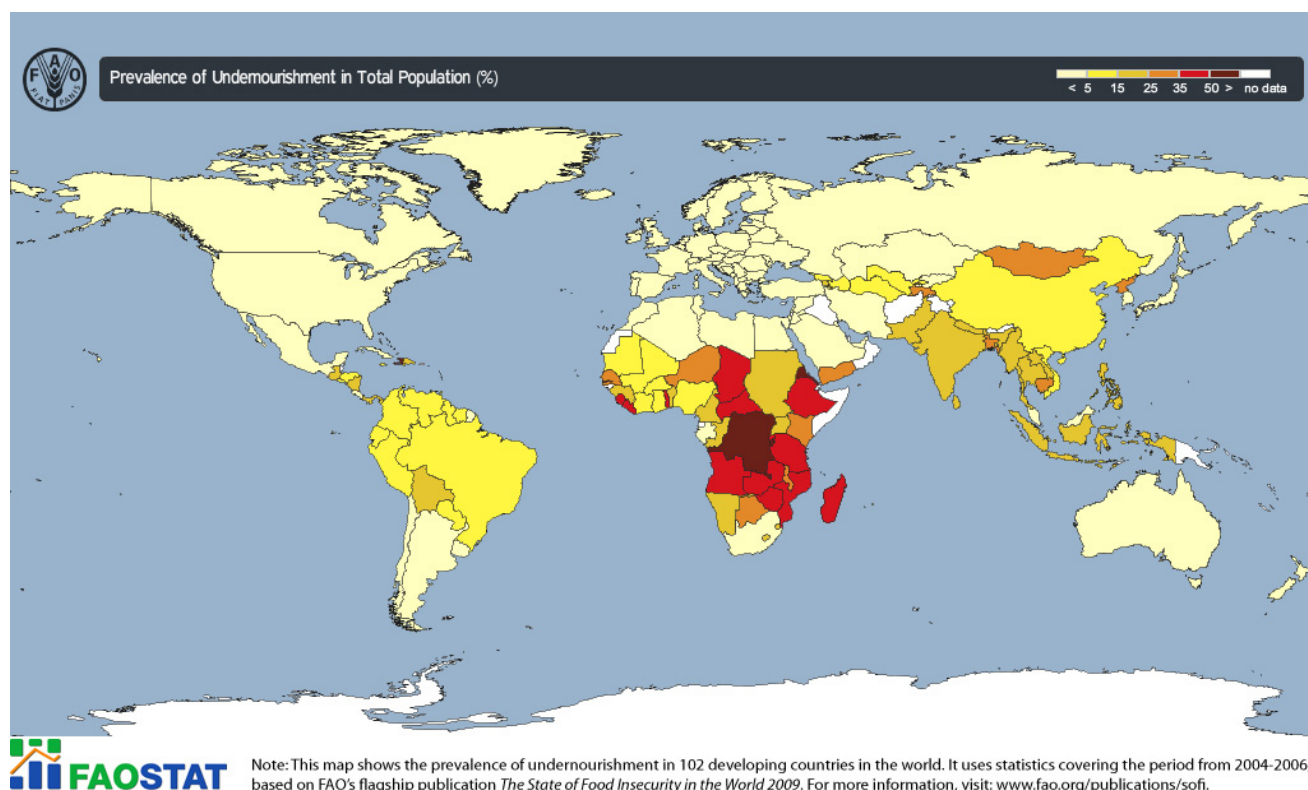
Les $\frac{3}{4}$ d'entre elles sont des familles paysannes

2 milliards de personnes souffrent de carences alimentaires

1 milliard de personnes souffrent de surpoids.

Pourtant « La production mondiale est aujourd'hui plus que suffisante pour nourrir convenablement 6 milliards d'êtres humains » - FAO, Rapport mondial 2000 sur l'alimentation et l'agriculture. Le problème de la faim est donc lié avant tout à une mauvaise répartition des richesses, des moyens de production, difficultés d'accès aux ressources naturelles (eau, terre...).

Carte FAO 2004 - 2006



Les perspectives démographiques (doublement probable de la population mondiale, particulièrement dans les pays du sud, au cours des prochaines décennies) font de la sécurité alimentaire un des thèmes de débats majeurs des institutions internationales, qui opposent :

- » les tenants d'une approche marchande (les exportations de plusieurs grands pays européens et américains pourront satisfaire à terme – mais pas avant 2025 – les besoins de l'ensemble de l'humanité) ;
- » à ceux qui, se réclamant du principe de la souveraineté alimentaire, estiment qu'il revient aux paysannes locales de produire les aliments nécessaires à la sécurité alimentaire nationale ou régionale.

Pour l'instant, qu'il s'agisse des objectifs du sommet mondial de l'alimentation (1996) ou des objectifs du millénaire pour le développement, ils sont loin d'être atteints.

MODES DE PRODUCTION ET IDÉES REÇUES

Les agricultures paysannes sont souvent considérées comme des petits producteurs archaïques et des agricultures à faible efficacité économique. L'idée dominante actuellement est que l'agriculture « moderne » (grandes exploitations capitalistes tournées vers l'exportation) est la seule à pouvoir apporter un développement économique.

Selon AVSF et le document de la C2A (Commission Agricultures et Alimentation) « Défendre les agricultures familiales, lesquelles, pourquoi? » paru en 2008, ces idées communément admises sont erronées. Il est vrai qu'au Nord, les modes de production intensive et productiviste ont amené à la sécurité alimentaire, mais au prix de disparitions massives d'exploitations agricoles, et d'une dégradation de l'environnement. Selon la C2A, les agricultures paysannes peuvent être efficaces et contribuer au développement, non seulement économique, mais aussi social, et peuvent jouer un rôle dans la préservation de l'environnement... si on leur en donne les moyens. Le défi au Sud est donc d'améliorer la productivité, tout en préservant les ressources et en évitant un exode rural massif.

DES MOYENS DE PRODUCTION INÉGAUX

1,3 milliards d'actifs agricoles dans le monde :
28 millions mécanisés,
300 millions utilisent la traction animale,
1 milliard strictement manuel.



DIMENSIONS COMPLÉMENTAIRES DES AGRICULTURES PAYSANNES

De manière générale les ONG françaises préfèrent le terme « agricultures familiales ». Cependant, AVSF parle plutôt d' « agricultures paysannes » qui reflètent nous semble-t-il mieux ces types d'agriculture dont les modes de vie et de production sont caractérisés par des liens étroits entre les activités sociales et économiques, les structures de la famille et les conditions locales (terroirs, groupes d'appartenance).

Les ONG françaises (dont AVSF) se sont accordées sur des critères définissant les agricultures paysannes ou familiales :

► Des exploitations dont la taille permet une répartition équitable des facteurs de production, tels que la terre, l'eau etc. Leur taille « raisonnable » évite l'accaparement de ces facteurs de production par quelques personnes favorisées.

» **L'emploi d'une main d'œuvre familiale** : dans ces exploitations, la famille est la principale main d'œuvre, ce qui n'empêche pas parfois d'avoir recours au salariat. Dans cette optique, la limite entre agriculture paysanne et agriculture « capitaliste » n'est pas toujours nette. Par exemple, en Afrique, les exploitations ont souvent peu de capital mais une main d'œuvre salariée importante. Lorsque les agricultures paysannes créent des emplois, elles ont un rôle social de maintien des populations, évitant l'exode rural vers des villes sans opportunités d'emploi.

» **Des exploitations économiquement viables de part leur pluriactivité** : pour permettre aux populations de vivre de leur activité, l'agriculture n'est pas toujours suffisante et peut être associée à d'autres activités complémentaires (artisanat, transformation...).

Maintien d'exploitations viables sur de petites surfaces au Pérou

A Huancavelica, 3 sources de revenus permettent aux familles de vivre : l'agriculture, l'artisanat et la migration saisonnière. La diversification agricole et la diversification des activités (agricoles et non agricoles) permettent aux agricultures paysannes d'être viables et très flexibles. Elles se maintiennent ainsi dans le temps même face aux crises.

» **Une production diversifiée pour l'alimentation et les marchés**

Production diversifiée et continue d'aliments au Guatemala

Au Guatemala, de nombreuses variétés de maïs sont cultivées. Elles sont adaptées aux différents sols, aux différentes altitudes, et ont des qualités nutritives distinctes et adaptées à divers procédés de transformation.

Adaptation et flexibilité en Bolivie

Sur les plateaux andins, dans des conditions géo-climatiques très difficiles, les agricultures paysannes utilisent et valorisent tous les étages écologiques avec des productions différentes.

» **Des systèmes de production autonomes et respectueux de l'environnement**

Si les agricultures paysannes ne sont pas toujours les championnes de la préservation de l'environnement (déforestation en Amérique Latine, surpâturage en Afrique de l'Ouest), leur attachement et leur dépendance au territoire encouragent une gestion durable des ressources. Alors qu'une plantation dirigée par un investisseur pourra facilement se délocaliser en cas de dégradation de l'environnement, les familles paysannes elles ont tout intérêt à préserver leurs ressources productives.

Une définition du PROPAC (Afrique Centrale)

« Un système d'exploitation qui est à la fois un mode de vie, une unité de production, de consommation, mais aussi une unité sociale, écologique et culturelle »

DIVERSITÉ DES AGRICULTURES PAYSANNES

Si certains critères définissent les agricultures paysannes, elles sont cependant très diverses. Cette diversité s'explique par les différences de contexte géographique et historique. Elles sont également fonction du contexte social, économique, politique dans lequel elles évoluent.

►► **Des exploitations de tailles très différentes**, allant de plusieurs centaines d'ha à 1 ou 2 ha. On peut même y inclure les paysans sans terre. Par exemple, les agricultures paysannes recouvrent à la fois l'élevage extensif de camélidés sur 40ha de prairies dans les Andes et la production maraîchère intensive sur 4 ha au Venezuela.

►► **Une agriculture intensive ou extensive**, utilisant le travail manuel, la traction animale ou motorisée.

►► **Une agriculture de subsistance, pour le marché local, ou pour l'exportation**. Bien que la priorité soit souvent donnée à l'agriculture de subsistance, elles peuvent contribuer à approvisionner des marchés proches et parfois lointains.

►► **Un recours plus ou moins important, ponctuel ou en permanence, à une main d'œuvre salariée**. (voir page précédente).

IMPORTANCE DES AGRICULTURES PAYSANNES

Les agricultures paysannes sont une part importante de la population mondiale.

- Elles représentent plus d'1/3 de la population de la planète, et sont les plus touchées par la faim
- Elles représentent 85% des producteurs des pays en développement

Malgré l'importance numérique des agricultures paysannes, elles ont des difficultés importantes à se maintenir car elles sont :

- Fortement concurrencées par l'agro-industrie en raison d'un différentiel de productivité
- Menacées par l'exclusion et la précarité
- Très peu considérées dans les politiques de développement

Les agricultures paysannes ont un réel besoin d'appui pour leur adaptation et leur insertion économique et sociale. Pourtant, elles font plus souvent l'objet de plans sociaux (afin de contenir la pauvreté) plutôt que de politiques d'appui.

Les chiffres de la Banque Mondiale

La Banque mondiale, dans son Rapport sur le développement dans le monde de 2008, consacré à l'agriculture, estime que les petits producteurs représentent 85 % des agriculteurs dans les pays en développement. Cette institution ne parle pas d'agriculture familiale mais de « petits exploitants », concept qui s'en rapproche, bien qu'il soit plus limitant car il n'inclut que les exploitations de 2 hectares ou moins. À l'échelle mondiale, selon le rapport, il y a 800 millions d'actifs petits exploitants et 1,3 milliards si on inclut les paysans sans terre. De plus, trois quarts des pauvres dans les pays en développement vivent en zone rurale, c'est-à-dire 900 millions de personnes. En Afrique subsaharienne, sur les 500 millions de ruraux, les $\frac{3}{4}$ vivent essentiellement des activités de l'agriculture familiale paysanne.

LES AGRICULTURES PAYSANNES, DES CONTRAINTES FORTES À LEVER

Les agricultures paysannes sont soumises à de nombreuses contraintes :

» Inégalités de répartition des moyens de production

Comme indiqué plus haute, la plupart des petits paysans travaillent manuellement. Du coup, l'écart de productivité avec les agriculteurs « industriels » est parfois très grand. Il faut par exemple 100 fois moins d'heures de travail pour produire un kg de riz aux EU qu'au Sénégal.

» Inégalités de répartition des ressources (terre, eau, crédit...)

Accès à la terre

En Equateur, certaines familles ont obtenu des terres par la Réforme Agraire, mais celles-ci sont situées dans des zones d'altitude où les aléas climatiques ne permettent pas d'assurer une production suffisante pour nourrir la famille. Dans le Canton de Alausí, par exemple, à plus de 3.400 mètres d'altitude, les risques de gelée restreignent les types de culture possibles et augmentent les risques de perte des récoltes. De même, la division des parcelles acquises il y a 30 ans pendant la Réforme Agraire, a atteint un degré tel que les unités de production familiales sont à peine viables. Les familles sont donc contraintes de migrer temporairement vers les centres urbains voisins ou même de partir à l'étranger.

Au Brésil : 4.85 millions d'exploitations agricoles, dont 4.13 millions sont des exploitations familiales. La répartition des terres et de l'accès à l'eau est très inégale au Nordeste, ce qui provoque de nombreuses crises alimentaires. Au sud du pays, la répartition est plus égalitaire et du coup les populations rencontrent moins de problèmes alimentaires.

Au Cambodge: 20 % de la population est sans terre. 90 % des agriculteurs sont sans titre de propriété. 7% des paysans les plus riches possèdent 40% des surfaces cultivables, les plus pauvres (50%) disposent de moins de 15% des surfaces



Accès à l'eau

Au nord de l'Equateur, les haciendas (grands propriétaires terriens) possèdent aujourd'hui plus de 75 % des ressources en eau et contrôlent plus de 69 % des surfaces irriguées.

En Bolivie en 2000, il existe une « Guerre de l'eau » entre la population de Cochabamba et le gouvernement bolivien, contre la hausse du tarif de l'eau potable, dû à une privatisation de l'eau.

Accès aux sources de financements

En Haïti, le crédit comme le foncier demeurent inaccessible à la population et encore plus aux couches démunies.

Au Pérou, seulement 3.6 % des 12 milliards de USD de crédits octroyés en 2000 par les banques à l'ensemble des secteurs de l'économie vont au secteur agricole. Ils sont principalement utilisés par des entreprises agro-industrielles exportatrices.

Accès à la technologie et à l'assistance technique

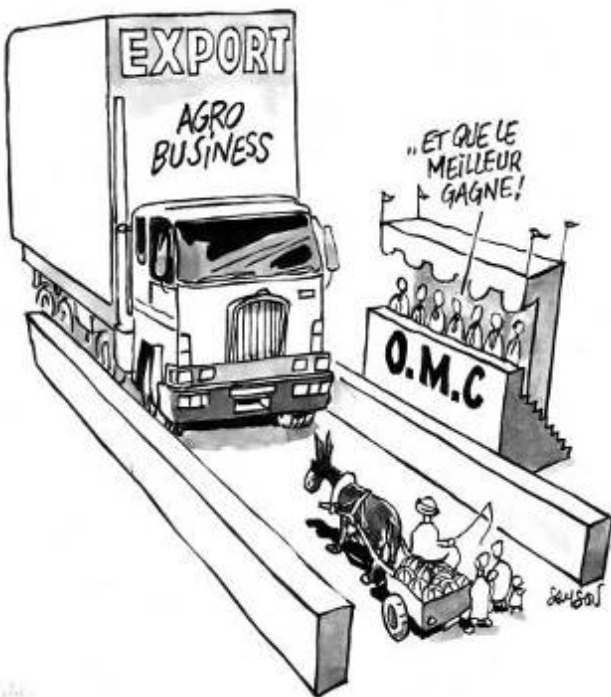
La plupart des Etats des pays du Sud se désengagent de leur fonction d'appui à l'agriculture (recherche, vulgarisation agricole...).

Ces inégalités entraînent une non disponibilité alimentaire et un accès à la nourriture très variable en quantité et qualité. Elles nécessitent des politiques publiques volontaristes pour les résoudre.



► Des conditions d'échanges inégales :

L'absence de contrôle et de régulation des marchés entraîne des phénomènes d'exclusion, de domination et de dépendance. Les écarts de productivités entre le Nord et le Sud, accentués par les aides aux exportations des pays riches favorisent une concurrence inégale.



Le marché, bon pour les agricultures paysannes?

En Bolivie, le riz importé d'Argentine arrive dans le pays à 1 USD de moins que riz produit légalement.

Au Mali, le lait en poudre européen est vendu au début des années 2000, grâce aux aides européennes, 0.24 € le litre, alors que le producteur malien vend son lait entre 0.38 et 0.61 € le litre.

L'Europe et le Brésil exportent des bas morceaux de poulets surgelés vers l'Afrique. La chaîne du froid est brisée pendant le transport. Sur le marché Camerounais par exemple, 80 % des morceaux sont impropres à la consommation (étude centre Pasteur de Yaoundé).

Au Pérou, les importations riz, de blé, de lait poudre changent petit à petit les habitudes alimentaires.

» Des dangers croissants sur l'environnement et la qualité des produits alimentaires

L'alimentation des populations du Sud est parfois fortement carencées ou contaminées par des produits toxiques. Les liens production-consommation sont fragilisés. Le marché seul ne peut répondre aux questions de traçabilité et de qualité des produits.

Pollution et toxicité dans l'agriculture

Au Brésil, la production de soja se fait à base d'apports d'engrais chimiques et d'amendements calcaires sur des sols extrêmement pauvres en fertilité chimique et en matière organique, après un déboisement complet des savanes arborées.

Au Venezuela, l'usage massif d'intrants (DTT) entraîne pollution des sols et de l'eau, problèmes sanitaires chez les producteurs et contamination des produits agricoles.

Au Guatemala, des entreprises internationales fournissent semences et intrants pour le maraîchage. Quand les paysans commencent à développer des maladies, les entreprises délocalisent...

En Bolivie, la forte demande actuelle de quinoa, notamment biologique, de la part des pays occidentaux a favorisé une intensification rapide, une mise en culture de terrains inaptes et paradoxalement, le recours dans certains cas à des pratiques de traitements phytosanitaires dangereux, conduisant finalement à une augmentation de l'érosion des sols altiplaniques et des processus de désertification.



OGM dans les pays du Sud

La diffusion de semences transgéniques de maïs en Amérique centrale, berceau de cette culture, représente un danger face aux possibilités de croisement d'espèces natives similaires et un saccage de la biodiversité conservée depuis des millénaires par les paysans descendants de la civilisation maya des «Hommes du maïs».

En Bolivie, après les revendications des Organisations Paysannes, un décret gouvernemental déterminant l'interdiction d'essais et importations d'OGM en Bolivie a été approuvé (2000). Pourtant, du coton et soja transgéniques sont entrés illégalement sur le territoire.

Au Nicaragua, l'introduction de semence de maïs transgénique s'est accentuée au cours de l'année 2001.

LES AGRICULTURES PAYSANNES, DES ATOUTS À APPUYER

Les agricultures paysannes ont de nombreux atouts, souvent pas assez exploités. Si elles sont appuyées de manière adéquats (par des politiques nationales et internationales notamment), les agricultures paysannes peuvent être à même de relever le défi de l'alimentation dans le monde et être un outils puissant de lutte contre la pauvreté.

» CRÉER ET MAINTENIR DES EMPLOIS EN MILIEU RURAL

En termes de création d'emplois, il est nécessaire d'appuyer un modèle agricole paysan et familial plutôt qu'une agriculture capitaliste.

- Quelles opportunités d'emplois dans les pays en développement ?



La croissance démographique forte dans les pays en développement, associée à des secteurs industriels et des services peu développés donne toute son importance à la fonction sociale des Agricultures Paysannes, comme rempart contre l'exclusion sociale. Les Agricultures Paysannes demandent une main d'œuvre nombreuse. La main d'œuvre familiale est accessible et peu coûteuse.

Un travail essentiellement manuel pour la production de pommes de terre dans la Cordillère d'Ayopaya (Bolivie)

La plupart des tâches agricoles étant réalisées manuellement, l'agriculture de la Cordillère requiert une main-d'oeuvre importante, tant permanente (notamment pour le gardiennage des troupeaux) que temporaire, pour les pointes de travail. Les systèmes de culture de la Cordillère sont difficilement mécanisables au-delà de l'introduction d'une traction attelée légère ou de petits motoculteurs, du fait des pentes importantes, et de l'extrême morcellement des parcelles, dûe aux variations agroclimatiques micro-locales. Il faut ainsi compter en moyenne entre 200 et 270 jours de travail par hectare pour les parcelles de pomme de terre d'altitude. Source : Jobbé-Duval, 2007

- Des emplois plus nombreux dans les agricultures paysannes

Les plantations industrielles créent de nombreux emplois en milieu rural. Mais à l'échelle mondiale, les emplois créés restent inférieurs à ceux des AP.

Agricultures paysannes / Agricultures capitalistes

En Indonésie, les plantations industrielles de palmiers à huile fournissent de nombreux emplois, mais les conditions de travail sont telles qu'elles tendent à enfermer les agriculteurs dans un système d'exploitation leur laissant peu, voire aucune marge de négociation et de décision (CCFD, 2007).

Au Brésil, le recensement agricole pour 1995-96 indique que les Agricultures Paysannes créent, en moyenne, 1 emploi pour 8 ha utilisés, pendant que l'agriculture patronale engendre 1 emploi pour 67 ha. Dans la région Centro Oeste, la taille de la surface exploitée pour qu'un nouveau poste soit créé atteint même 217 ha. Si le modèle salarial de l'agriculture patronale était étendu à toutes les campagnes brésiliennes, plus de 12 millions d'emplois disparaîtraient du milieu rural. La même simulation réalisée avec l'agriculture familiale créerait plus de 26 millions d'emplois. Source : Plan national de réforme agraire, 2004.

- Des emplois pérennes



La diversification et l'ancrage au territoire permettent aux Agricultures paysannes de fixer leur activités, contrairement à une agriculture capitaliste qui pourra facilement délocaliser en cas de crise (climatique / baisse des prix...etc). A l'échelle d'un territoire, il existe souvent une dispersion des décisions au sein de la population, ce qui permet d'être moins vulnérable aux risques écologiques, économiques et sociaux. Là où les agricultures capitalistes font faillite, les agricultures paysannes s'adaptent (plusieurs études menées de 93 à 2007 le démontrent aux Antilles, en Afrique de l'Ouest, et en Amérique Latine).

Les agricultures paysannes plus «durables»?

En Bolivie, pour faire face aux aléas climatiques, les agriculteurs diversifient les cultures sur différents étages écologiques (petites parcelles dispersées de pommes de terre, autres tubercules, maïs, + ovins, camélidés).

En Équateur les plantations de fleurs pour l'export furent pendant de nombreuses années un secteur performant, créateur de nombreux emplois. Entre 2003 et 2005, la faillite de nombreuses entreprises de fleurs, conséquence d'une crise sur le marché russe et de la concurrence de pays producteurs encore plus compétitifs sur le coût de la main d'œuvre, a laissé sans travail de nombreux paysans. Or ces derniers, le plus souvent issus de communautés indiennes, ont perdu entre-temps leur droit à la terre ou l'eau dans leurs propres communautés (AVSF, 2006).

► LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ ET LES INÉGALITÉS

La pauvreté peut être monétaire, mais également liée aux ressources sociales, à l'éducation, aux savoirs, aux savoir-faire...etc. Les AP peuvent être productives et ont un fort potentiel d'amélioration de cette productivité, si elles sont appuyées. Enfin, le système de production paysan favorise généralement l'égalité (répartition des revenus et de la terre notamment).

L'accès équitable aux ressources naturelles, la régulation des marchés de produits agricoles nationaux et internationaux et l'instauration de relations commerciales plus justes entre producteurs et consommateurs, sont indispensables pour la survie de ces familles paysannes et le développement de leur potentiel. Les agricultures paysannes, si elles bénéficient de conditions adéquates, sont souvent capables de produire plus de richesse par rapport aux agricultures dites patronales. Elles permettent aussi et surtout de garantir la sécurité alimentaire des familles et d'assurer une meilleure et plus large distribution de la richesse.



Augmentation des revenus en Haïti

Depuis 1999, l'ONG haïtienne VETERIMED a initié une série d'activités visant à dynamiser la filière lait nationale. C'est ainsi qu'elle a développé le programme « Lèt Agogo », qui vise à la création d'un réseau de mini laiteries où les éleveurs peuvent vendre leur lait. Le lait est collecté au niveau des laiteries et transformé à travers de petites unités de transformation. La vente de yaourt et de lait stérilisé sur le marché haïtien assure ainsi un revenu stable aux éleveurs impliqués dans le réseau. Aujourd'hui un réseau de plus de 14 laiteries dispersées dans tout le pays est en fonctionnement.

La croissance démographique et la rareté des ressources laissent présager que tous les ruraux ne peuvent pas à court ou moyen terme vivre uniquement de la production agricole, ce qui est d'ores et déjà le cas dans plusieurs régions où agit AVSF. C'est pourquoi, afin de favoriser le maintien de territoires ruraux dynamiques, AVSF favorise également la création de revenus non agricoles. La création de services et micro-entreprises est ainsi encouragée : restaurants, épiceries rurales, activités artisanales, tourisme rural, etc. AVSF considère qu'un tourisme respectueux de l'environnement et soucieux de la valorisation du patrimoine local, qu'il soit culturel, rituel, environnemental ou architectural, est une alternative pertinente et source d'emplois. Plusieurs communautés paysannes souhaitent développer des initiatives touristiques et AVSF les accompagne dans cette démarche en Bolivie, en Equateur et au Mali.

» NOURRIR LES POPULATIONS : APPROVISIONNEMENT DES MARCHÉS LOCAUX, RÉGIONAUX, INTERNATIONAUX

Selon les chiffres de la FAO, la terre peut nourrir 12 milliards de personnes. Il n'y a donc pas de problème de production au niveau mondial mais des problèmes de revenus et d'accès à l'alimentation.

Accès à l'alimentation

En Afrique de l'Ouest, les progrès de la production agricole, basée essentiellement sur les exploitations familiales, ont été remarquables et ont pu suivre une croissance démographique extrêmement forte. Les réserves en terres arables, comme la disponibilité en main-d'œuvre, existent pour relever ce défi, si tant est que les conditions de production, puis surtout de commercialisation, soient plus favorables qu'actuellement.

L'exemple de l'Inde illustre également la problématique de l'accès économique à l'alimentation : dans ce pays où plus de 200 millions de personnes souffrent de sous-alimentation, les stocks de céréales atteignent plusieurs dizaines de millions de tonnes (Sharma, 2005).

- **L'approvisionnement des marchés** est un enjeu pour réduire la dépendance et la facture alimentaire. Les petits producteurs participent pour la plupart à des échanges marchands locaux, régionaux, nationaux ou internationaux (Merlet et Jamart, 2007). Ils contribuent ainsi directement à leur propre sécurité alimentaire, et à la sécurité alimentaire de leurs pays en approvisionnant les marchés locaux, ou indirectement en générant des devises par l'exportation.

La place de l'agriculture paysanne dans l'approvisionnement des marchés locaux

En Equateur, les exploitations familiales de moins de 20 ha assurent environ 76 % de la production de maïs doux, 64 % de la production de pommes de terre, 49 % de la production de riz, 46 % de la production de maïs dur, 42 % de la production laitière... la production paysanne, même si elle reste majoritaire dans la consommation de la population, perd du terrain. La production de riz ou de maïs dur pour l'alimentation animale reste en grande part le fait de petites et moyennes exploitations familiales. Mais grand nombre de ces exploitations sont aujourd'hui de plus en plus contrôlées par l'agro-industrie (par exemple, PRONACA), qui sous couvert de contrat, prend en charge le paquet technique (semences, intrants) et l'achat. Par ailleurs, la prise de contrôle des marchés urbains par les grandes chaînes de supermarchés (comme Supermaxi) semblerait pouvoir conduire à une exclusion des producteurs les plus petits du marché national. Aujourd'hui près de 60 % des habitants de la capitale Quito s'approvisionnent dans ces supermarchés. Et la chaîne Supermaxi a réduit ses fournisseurs de produits frais de 2 500 à 240 entre 2002 et 2003.

Dans l'État du Rio Grande do Norte au Brésil, la situation varie suivant les productions. L'État est excédentaire pour le manioc et « exporte » une partie de sa production vers d'autres régions du pays. Sa production de farine de manioc était de 40 % supérieure au volume consommé en 2002-03. En revanche, l'État importait, en 2002-03, 78,5 % du volume de riz consommé, 50 % des haricots et 41,6 % du maïs. Jusqu'en 2000, l'offre dans le Nordeste n'arrivait pas à satisfaire la demande en viande, malgré le fait que l'élevage soit l'une des principales activités de cette région, en raison de multiples facteurs (problème d'alimentation des troupeaux, intrants peu disponibles et généralement chers, manque de main-d'œuvre et de crédit, etc.) (AACC et AVSF, 2007).

Rapprochement producteurs / consommateurs au Brésil : le réseau Xique Xique

Xique Xique est un réseau de valorisation des produits issus de l'agroécologie en vente directe au consommateur. La région semi-aride du Nordeste brésilien est la plus pauvre du pays ; les agriculteurs souffrent d'une forte carence en infrastructure productive, en capital de production, en assistance technique et en moyen de transport. Dans ces conditions, l'organisation des agriculteurs est primordiale pour viabiliser leur production et avoir accès à des marchés de proximité. Créé en 2004, le réseau Xique Xique, compte aujourd'hui près de 700 petits producteurs répartis dans 70 groupes, dont 60% sont des femmes.



L'ensemble des familles a adopté les principes de l'agroécologie : développer des systèmes de production durables du point de vue environnemental, social et économique. Le réseau cherche ainsi à améliorer les capacités de transformation et de commercialisation de ses membres qui n'ont pas les moyens de s'équiper individuellement ou de se déplacer faute de moyens de transport. Tous les produits (essentiellement fruits, légumes, produits laitiers et dérivés, viande, oeufs, miel, médicaments à base

de plantes) sont directement vendus aux consommateurs, à la boutique centrale du réseau, sur les marchés locaux hebdomadaires ou par le système des paniers familiaux.

Le réseau Xique Xique est le fruit d'une organisation collective. Chaque groupe organise sa production en fonction de ses capacités et spécificités de façon à assurer la plus grande diversité possible tout en évitant l'affluence de certains produits. Pour optimiser l'utilisation des équipements, la transformation et le conditionnement sont concentrés sur les agriculteurs/trices qui manifestent le plus d'affinité avec ces activités et dont les compétences sont consolidées par des formations spécifiques. La vente directe est assurée par deux ou trois agriculteurs qui utilisent les transports en commun et assurent la commercialisation pour l'ensemble du groupe.

Au terme de quatre années de fonctionnement, ce circuit court se révèle bien adapté aux conditions rurales car il valorise la main d'oeuvre familiale, diversifie les sources de revenus et renforce les fonctions premières de l'agriculture familiale : produire durablement des aliments de qualité.

Aux cotés des agriculteurs et des partenaires locaux, AVSF travaille au renforcement des compétences et du fonctionnement du réseau Xique Xique. Un processus de certification participative de l'ensemble de la filière est en cours d'élaboration et devrait permettre à terme une meilleure reconnaissance de cette forme d'organisation de production et commercialisation solidaire.

Marché paysan à Cusco au Pérou

Au Pérou, l'Association Régionale des Producteurs Agricoles et d'élevage de Cusco (ARPAC) a été créée le 17 janvier 2004, à l'initiative de 300 familles paysannes qui souhaitent vendre sur des marchés plus rémunérateurs et ainsi développer une alternative au système de commercialisation traditionnel dirigé par les intermédiaires. L'ARPAC est née en réponse à la recherche de canaux adéquats de commercialisation pour des milliers de paysans. Il y a trois ans, ceux-ci vendaient leurs produits agricoles et d'élevage les week-ends dans les rues de la ville de Cusco.



Ils occupaient cet espace tôt le matin car ils étaient contraints par la police municipale d'évacuer en journée la rue à cause de l'obstruction du transit piétonnier et routier. Dans d'autres cas, ils vendaient leurs produits directement aux commerçants. Cette situation a obligé les producteurs à chercher un espace pour commercialiser leurs produits et les a amenés à constituer le "marché des producteurs de l'ARPAC - Huancaro", en plein coeur de la ville de Cusco.

L'ARPAC réunit aujourd'hui plus de 10 000 paysans de toute la région de Cusco, dont entre 1200 à 1500 producteurs qui viennent régulièrement vendre leurs produits aux consommateurs tous les samedis de l'année sur le marché paysan de Huancaro. La création de ce marché autogéré est un encouragement important pour l'amélioration des revenus des agriculteurs et des éleveurs de Cusco. Grâce à lui, les paysans parviennent à vendre leurs produits plus facilement et plus directement au consommateur final. Le marché évite ainsi aux producteurs d'avoir recours aux canaux de commercialisation traditionnels où un grand nombre d'intermédiaires leur impose des prix souvent défavorables. Mais les producteurs ne sont pas les seuls à bénéficier de ce marché.

Près de 20 000 familles urbaines, issues pour certaines de classes pauvres et moyennes, y trouvent chaque semaine des produits locaux diversifiés à des prix raisonnables.

... Mais une faible compétitivité par rapport aux agricultures capitalistes (prix et qualité)

La menace des variétés hybrides sur les pommes de terre cultivées dans la Cordillère (Bolivie)

Les variétés « hybrides » de pommes de terre sont cultivées dans les plaines amazoniennes et dans les vallées chaudes, selon des systèmes de production mécanisés, voire moto-mécanisés, et beaucoup mieux connectés au marché. Le prix sur les marchés de ces variétés est légèrement inférieur au prix des variétés cultivées dans la Cordillère, la waych'a et autres variétés traditionnelles (20 % moins cher que la waych'a, et 60 % moins cher que les autres variétés traditionnelles). Les variétés « hybrides », plus faciles à peler, plus rapides à la cuisson, de calibres plus réguliers, et idéales pour la friture sont très appréciées par les entreprises de restauration rapide qui fourmillent dans les villes boliviennes. Les ménagères préfèrent encore la waych'a, et les variétés traditionnelles pour certains plats, mais le système des prix relatifs peut entraîner des changements de goûts. Par ailleurs, les autres produits alimentaires de base (farine de blé pour les pâtes alimentaires, riz) voient leurs prix diminuer beaucoup plus rapidement que ceux de la pomme de terre, ce qui pourrait provoquer des changements dans les habitudes alimentaires. Source : Jobbé-Duval, 2007

Il est vrai que la **capacité des agriculteurs familiaux à rivaliser sur les marchés mondiaux** en proposant des prix compétitifs renvoie souvent à des coûts de production faibles, liés à une faible rémunération du travail et parfois au détriment de l'environnement. Mais ce n'est pas une spécificité des agricultures familiales et les mêmes limites valent pour des agricultures de type capitaliste.

Les agricultures paysannes, lorsqu'elle arrivent à être **compétitives sur les marchés internationaux**, améliorent les revenus des paysans et fait rentrer des devises dans le pays.

Les agricultures paysannes peuvent également **investir des marchés de niche** comme le café «gourmet », équitable, biologique...

Agriculture paysanne et exportation

En Equateur, les agricultures familiales contribuent à l'agro-exportation et la génération de devises. Ainsi 80 % des exploitations productrices de cacao et 93 % des exploitations productrices de café sont familiales et de taille inférieure à 10 ha.

Au Honduras, le secteur paysan est devenu le principal producteur de café, un des principaux produits d'exportation du pays, et ce, grâce à l'investissement des producteurs familiaux dans les zones de frontière agricole et à une politique d'accompagnement de l'État atypique en Amérique latine (Institut technique, Banque du Café, puissante association de producteurs, tous financés par la production du café).

Les paysans sont de plus en plus organisés, et donc capables de négocier les prix: Les coopératives de caféiculteurs du Nicaragua, du Pérou, de Bolivie, du Guatemala, ou du Mexique qui se sont développées au cours des quinze dernières années sont parmi ces exemples (Merlet et Jamart, 2007). L'organisation des agriculteurs en organisation ou association professionnelle au sein de la filière, pour davantage participer à la négociation sur les prix et sur la répartition des marges au long de la filière, est également déterminante (ROPPA).

L'appui d'Agronomes et Vétérinaires sans frontières au SNAC des Comores

Aux Comores, Agronomes et Vétérinaires sans frontières développe un partenariat avec le Syndicat National des Agriculteurs Comoriens (SNAC), organisation engagée, depuis 2003, dans une démarche de certification biologique et équitable. Le syndicat s'est impliqué dans le renforcement des capacités organisationnelles des producteurs et dans la promotion des filières agricoles depuis plus de dix ans. La force du SNAC est de fédérer les producteurs en leur apportant des réponses concrètes sur les thèmes liés à la production et à la mise en marché des productions destinées au marché intérieur (tomate, oignon, pomme de terre, banane, production laitière), mais aussi des cultures d'exportation à forte valeur ajoutée (vanille et ylang ylang). Le SNAC est véritablement le fruit d'une dynamique locale qui a développé son propre projet d'organisation et des capacités de négociation avec les partenaires.

Dans ce cadre, AVSF a souhaité accompagner le travail du SNAC dans le renforcement de son positionnement sur les marchés rémunérateurs, en particulier ceux du commerce équitable. En effet, les cultures de rente répondent à des savoir-faire spécifiques pour la production et la transformation, mais les grands exportateurs et commerçants ont maintenu des logiques de court terme, d'extraction de la valeur ajoutée (achat de la vanille verte par exemple). Or les enjeux de souveraineté alimentaire locale sont liés au fonctionnement effectif et durable des filières d'exportation, sources de revenus monétaires pour compléter l'accès à l'alimentation. AVSF propose d'appuyer le SNAC dans son objectif d'augmentation de façon durable, des revenus des familles de ses organisations membres, en identifiant l'ensemble des facteurs limitant l'accès au marché des organisations paysannes pour les cultures de rente, et en renforçant les capacités internes de maîtrise de la qualité, de négociation commerciale et de gestion financière.

» NOURRIR LES POPULATIONS : QUALITÉ ET DIVERSITÉ DES ALIMENTS

Agricultures paysannes et qualité des aliments

«Le mode de fonctionnement à grande échelle des exploitations capitalistes conduit souvent à une standardisation des produits, qui répond aussi à des standards dans les modes de distribution. Cela est particulièrement vrai dans les pays développés et peut se faire au détriment de la qualité des produits offerts en matière de diversité, de caractéristiques nutritionnelles et organoleptiques. Au contraire, le fonctionnement familial des exploitations offre la possibilité d'aller davantage vers des systèmes de production diversifiés. Ces systèmes permettent d'entretenir des variétés locales diverses, de valoriser la dimension culturelle de l'alimentation, la typicité des produits et de proposer une alimentation diversifiée.

Il convient de reconnaître en revanche que les systèmes d'exploitation basés principalement sur les capitaux et à échelle industrielle, sont davantage armés pour respecter les normes sanitaires imposées par la réglementation et nombre de grandes entreprises de distribution (normes privées). En France par exemple, le durcissement des normes concernant les bâtiments d'élevage, a entraîné des faillites parmi les agriculteurs familiaux.»

Source : Défendre les agricultures familiales : lesquelles, pourquoi? C2A, 2007.

» GÉRER DURABLEMENT LES RESSOURCES, L'ENVIRONNEMENT ET LES TERRITOIRES RURAUX

Un mode de vie « paysan » et/ou des règles communautaires qui favorisent une gestion durable

Par leur forme sociale et leur logique patrimoniale, les agricultures familiales ont des atouts pour relever les défis de la gestion durable des ressources, de l'environnement et des territoires ruraux. Les modes de vie « paysans », qui visent à instaurer un rapport particulier avec le milieu, une proximité avec la nature, ou certaines pratiques villageoises de gestion des ressources, sont davantage le fait des agricultures familiales que des agricultures capitalistes. Dans ces cas-là, les agricultures familiales peuvent se traduire par des systèmes de production favorables à la préservation des ressources, à la biodiversité, à la lutte contre le changement climatique, etc.

Une gestion des terres et une association polyculture-élevage
régulées par la communauté indienne

Le mouvement de spécialisation dans la pomme de terre n'a pas encore conduit à la mise en place de systèmes monoproduitifs dans la Cordillère. Le rôle des syndicats est crucial dans ce maintien d'une polyculture-élevage. En effet, ces instances collectives contrôlent la tendance à l'accélération des rotations et à l'expansion des surfaces cultivées en pomme de terre par le respect des normes régissant les droits d'accès aux terres de culture. Dans le système d'assolement réglé qui prévaut dans la Cordillère, les paysans ne disposent de droits d'accès individuels sur leurs parcelles que durant la période de culture. Une fois les récoltes terminées, dont la date est décidée collectivement à travers le syndicat, l'ensemble des parcelles de chaque sole retombe dans le domaine collectif et est utilisé pour le pâturage du bétail (ovin, bovin et camélidé). Par ailleurs, la mise en culture d'une parcelle « vierge » (c'est-à-dire utilisée jusque-là comme parcours) ne peut se faire sans l'aval du syndicat. Les droits individuels acquis par cette opération sont temporaires, et ne durent que jusqu'à la récolte. Les systèmes d'élevage jouent encore un rôle essentiel au sein des systèmes de production, mais l'équilibre de l'ensemble est aujourd'hui fortement menacé par les conséquences de l'orientation productive adoptée : accélération des rotations et déstructuration du système d'assolement réglé, extension des terres de cultures de la pomme de terre aux dépens des hauts pâturages et des forêts tropicales d'altitude. Si, bien que fragile, l'ensemble se maintient, il est essentiellement dû à la force des instances collectives de gestion du territoire, qui exercent encore un contrôle sévère sur l'allocation des différentes ressources. *Source : Jobbé-Duval, 2007*

La **connaissance ancestrale du territoire** permet aux agriculteurs paysans d'optimiser la production et les ressources :

La production de café sous ombrage en Amérique latine et en Haïti

En Amérique latine et en Haïti, les familles paysannes qui produisent du café associent différentes espèces d'arbres dans leurs plantations. Pour produire des grains de café de grande qualité, des arbres d'ombrage couvrent les caféiers. Parmi les espèces utilisées, il y a des arbres fruitiers tels que des citrus (orangers, pamplemousses, mandariniers), des avocatiers, des bananiers, des espèces arborées légumineuses tel que le sucrin (*Unga vera*) et l'immortel (*Erythrina corallodendrum*).

En plus de protéger les sols contre l'érosion, les espèces légumineuses captent l'azote du sol, ce qui réduit les quantités d'azote à apporter sous forme d'engrais organique ou chimique pour avoir une bonne production. L'ombrage est aussi constitué d'autres espèces arborées qui peuvent être utilisées comme bois de chauffage, de construction ou d'ameublement.

Ces plantations de café très diversifiées sont des lieux de préservation d'une grande biodiversité tant végétale (avec les espèces citées au dessus) qu'animale (lieu de nidification pour des oiseaux notamment).

L'agriculture paysanne est parfois la seule capable de **mettre en valeur les espaces difficiles et marginaux**

Maintenir des territoires ruraux vivants au Sahel

En Afrique de l'Ouest sahélienne, dans des zones que certains considèrent déjà comme non viables, car en cours de désertification, des paysans utilisent la pratique du « zaï » : les cultivateurs creusent de petites cuvettes dans leurs champs, où ils concentrent des apports de fumier bien décomposé ou de compost avant de semer dès les pluies venues. Améliorée par la mécanisation grâce à la traction bovine ou asine, cette pratique simple permet avec une dent métallique (coutrier) de rompre la surface indurée et de récupérer ainsi des sols très fortement dégradés, improductifs, en facilitant l'infiltration des pluies, si précieuses dans ces territoires. Les sols recouvrent ainsi leur capacité productive et le temps de travail est divisé par huit par rapport au « zaï » manuel.

Les systèmes de production paysans sont souvent **peu consommateurs d'intrants chimiques**. Il s'agit parfois d'une contrainte (pas de capital pour utiliser des intrants, mais c'est parfois aussi un choix, comme l'agroécologie au Brésil.

Définition de l'agroécologie au Brésil

Il s'agit de l'écologie des systèmes agraires. L'agroécologie comprend les éléments suivants :

- Recherche simultanée de la durabilité d'un point de vue économique (valeur ajoutée, emplois, avantages comparatifs), écologique, social, culturel, politique.
- Faible consommation d'intrants et fort investissement en travail.
- Préservation et valorisation de la biodiversité et agrobiodiversité locale.
- Diversification des systèmes de production et sources de revenu.
- Recherche synergique et intégration entre savoirs paysans et savoirs scientifiques.
- Intégration multidisciplinaire , notamment entre les sciences agraires / naturelles et les sciences sociales.

Comme pour tous les types d'agricultures, l'agriculture paysanne implique cependant des **risques sur l'environnement**, si la priorité est donnée au productivisme et si la priorité est donnée au court terme. Les agricultures familiales sont très diverses en matière de systèmes de production, et on ne peut faire une généralité des exemples de pratiques durables mises en place par certains agriculteurs familiaux. Des impacts négatifs sur l'environnement existent dès lors que, comme pour d'autres formes d'agricultures, les systèmes de production s'inscrivent dans une logique productiviste excessive et/ou à très court terme. Par ailleurs, les agricultures familiales, par le maintien de populations sur les territoires et les liens qu'elles sont en capacité d'établir avec les autres acteurs de l'espace rural, ont des atouts pour relever le défi du dynamisme et de l'équilibre des territoires.

Pour plus d'information sur les agricultures paysannes et l'environnement, voir les textes de référence d'AVSF « **Les agricultures paysannes : victimes et acteurs incontournables de la lutte contre le changement climatique** » et « **Elevage et changement climatique : Dépasser les idées reçues et reconnaître la place spécifique de l'élevage paysan** ».

LUTTER POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : COMBATTRE LE MODÈLE D'EXCLUSION

Les personnes qui souffrent de la faim (au Nord comme au Sud) souffrent avant tout d'exclusion. Il s'agit de populations pauvres et marginalisées, ce qui ne leur permet pas de faire valoir leurs droits, leurs intérêts et de participer aux décisions. L'urgence est donc de les appuyer pour qu'elles puissent prendre leur place, et prouver qu'elles ont un rôle majeur à jouer dans le développement :

- En renforçant les capacités de négociations des groupes qui sont marginalisés sur les marchés des biens, des moyens de production, des ressources naturelles et du travail.
- En mettant en œuvre des politiques qui doivent favoriser une croissance plus équilibrée et équitable, et permettre une meilleure répartition des richesses.

BIBLIOGRAPHIE

Ce document est basé sur :

- Défendre les agricultures familiales, lesquelles, pourquoi ? (C2A, 2008)
- La sécurité alimentaire : pour des politiques de développement équitable et durable (AVSF 2001)
- Les agricultures paysannes : victimes et acteurs incontournables de la lutte contre le changement climatique (AVSF, 2009)
- Elevage et changement climatique : Dépasser les idées reçues et reconnaître la place spécifique de l'élevage paysan (AVSF, 2010)
- Le renforcement des organisations économiques paysannes pour une insertion favorable et juste des petits paysans sur les marchés (AVSF, 2008)
- Conférence « Alimenterre, des paysans contre la faim » (AVSF, 2007)
- Quizz « Alimenterre, des paysans contre la faim » (CFSI, 2007)

document produit par



Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières - Association Reconnue d'Utilité Publique
18, Rue de Gerland - 69007 LYON - FRANCE - Tel. +33(0)4 78 69 79 59 - Fax +33(0)4 78 69 79 56
45 bis, Avenue de la Belle Gabrielle - 94736 NOGENT sur MARNE Cedex - Fax +33(0)1 43 94 72 17
www.avsf.org - educ@avsf.org

ce document est édité avec le soutien de



Rhône-Alpes^{Région}

